

L'Ajournement

qu'ils ne présenteraient même pas la question des produits agricoles à la table de négociation de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. C'est une catastrophe pour les agriculteurs canadiens. Tout le monde devra se tenir sur ses gardes en prévision d'une guerre du commerce. Si les sept pays n'insistent pas pour que les produits agricoles fassent partie des négociations de la conférence du GATT en Uruguay l'automne prochain, la guerre des prix des produits agricoles entre la Communauté économique européenne et les États-Unis se poursuivra. Ne pas avoir réussi à faire porter ce sujet à l'ordre du jour des négociations est un échec retentissant pour le premier ministre.

Je reconnais qu'il a soulevé la question, qu'il a rencontré les agriculteurs et leurs représentants à Vancouver mais nos agriculteurs sont laissés sans défense. Le premier ministre et le gouvernement doivent annoncer immédiatement un programme de paiements d'appoint pour stabiliser et raffermir l'économie de l'Ouest, particulièrement de l'Alberta et de la Saskatchewan, sérieusement ébranlée par la chute des prix du pétrole. Il serait catastrophique de ne pas accorder un minimum d'aide au secteur céréalier.

Lorsque le secrétaire parlementaire prendra la parole, il devrait annoncer au moins l'aide financière minimale qui a été demandée par les trois syndicats des Prairies, l'Association des producteurs de grains de l'Ouest et les autres organismes agricoles de l'Ouest. Ils ont besoin de versements de stabilisation suffisants pour assurer la survivance du secteur pendant la prochaine année et les suivantes. On pourrait pour cela reprendre les prix des céréales de 1985, ce qui montrerait aux agriculteurs que le gouvernement n'est pas prêt à accorder une aide financière aussi élevée que le gouvernement des États-Unis, mais qu'il donnera néanmoins suffisamment pour stabiliser l'ensemble de l'économie de l'Ouest dans les années à venir.

Si le gouvernement fédéral ne prend pas de mesures maintenant, il y aura une grave crise financière dans les Prairies. Il y aura des faillites et des exploitations agricoles disparaîtront. C'est toute une économie rurale qui va en pâtir. J'espère que le secrétaire parlementaire présentera quelque chose et prendra des engagements, ce soir, afin que les agriculteurs de l'Ouest sachent à quoi s'en tenir. Ils sauront ce que l'avenir leur réserve et aussi que le gouvernement est prêt à les aider.

[Français]

M. Pierre Blais (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je suis toujours un peu surpris de voir mon collègue d'Algoma (M. Foster) qui répète jour après jour les mêmes craintes, le même pessimisme qui marque les députés de son parti qui parlent du secteur agricole depuis 18 mois. Étant donné sa vaste expérience, il sait très bien que les producteurs de grains canadiens, les producteurs de blé et de céréales sont pris un peu dans un étai, dans la guerre, dans la bataille que se livrent actuellement la Communauté économique européenne et les États-Unis. Le Canada est en quelque sorte une victime innocente d'une bataille massive, une bataille

où deux puissances économiques mondiales injectent massivement des sommes dans leur agriculture.

Nous avons, à l'occasion des prix initiaux, essayé de maintenir, de réduire la coupure qui aurait pu être encore plus considérable concernant les prix initiaux à 19 p. 100 qui est une diminution de beaucoup moindre que les prix américains.

● (1830)

[Traduction]

En même temps que les premiers versements, on a annoncé que les prix de la Commission canadienne des grains étaient bloqués aux niveaux de l'année dernière. Ils incluent les frais de nettoyage, d'élévateur et d'entreposage aux élévateurs terminus et régionaux. Le gouvernement prend d'autres mesures. Il étudie les prix intérieurs du blé. Un comité parlementaire spécial présidé par le député de Crowfoot (M. Malone) étudie les moyens d'accroître les revenus des producteurs de blé. Il doit faire rapport au Parlement à la mi-juin.

Quand les députés de l'opposition exhortent le gouvernement à faire davantage pour les agriculteurs des Prairies, ils semblent oublier que le gouvernement a déjà fait beaucoup. Il a annoncé des programmes en vertu desquels il a été versé 4 milliards aux agriculteurs, dont 1 milliard et demi était destiné tout spécialement aux agriculteurs de l'Ouest.

[Français]

L'honorable député ne peut ignorer ce fait, ne peut ignorer les efforts que notre premier ministre (M. Mulroney) a faits. Il l'a souligné en parlant d'une défaite. Peut-on parler d'une défaite lorsque pour la première fois un premier ministre, à l'occasion d'une rencontre internationale des sept plus grandes puissances, réussit à le faire mettre à l'ordre du jour et faire réaliser à ces puissances qu'il faut absolument faire quelque chose dans cette bataille de prix à finir. Notre premier ministre avait rencontré, monsieur le Président, la veille de son départ pour Tokyo, tous les intervenants canadiens dans le secteur agricole pour les consulter avant d'aller rencontrer les sept grandes puissances.

Une autre chose qui n'avait jamais été faite dans le passé, monsieur le Président, c'est que notre ministre, le ministre responsable de la Commission canadienne du blé (M. Mayer) va rencontrer les autres puissances dans le secteur de l'exportation du blé à Vancouver dans quelques semaines.

Je pense donc, monsieur le Président, que le gouvernement a fait tous les efforts, tout ce qui était en son pouvoir dans un climat de crise, dans une situation de crise dans le secteur agricole—on en est conscient—pour que les producteurs canadiens puissent être bien représentés et retirer le meilleur dans les circonstances.

Le président suppléant (M. Charest): La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée être adoptée. La Chambre demeure donc ajournée jusqu'à demain, à 11 heures, conformément à l'article 3(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 35.)